



LE BOIS EST LE MATÉRIAU DE CONSTRUCTION D'AVENIR LE PLUS VIEUX DU MONDE."

INTERVIEW DE

PHILIPPE BAVEREY,
COORDINATEUR / CHEF DE PROJETS
BOIS DES ALPES



Economie & Construction / Qu'est-ce qui fait la spécificité de votre démarche de certification ?

Philippe Baverey / Ce qui est important dans notre démarche, c'est la mise en avant de la ressource. Le bois est la seule ressource qui se régénère naturellement présente dans l'économie du bâtiment. Il représente intrinsèquement une ressource pour décarboner notre économie, les 3 s :

- la séquestration du CO₂ pendant la croissance de l'arbre grâce au moteur photosynthétique ;
- le stockage du CO₂ lorsque l'arbre est coupé ;
- la substitution du CO₂ par rapport à d'autres modèles constructifs beaucoup plus énergivores et impactants pour l'environnement pour être fabriqués, mis en œuvre, recyclés.

La substitution à d'autres systèmes est simplement le plus impactant, notamment pour le carbone. Les forêts dont le bois est issu sont l'antidote des problèmes de dérèglements « globaux » auxquels nous sommes confrontés (réchauffement climatique, filtre à particules, perte de biodiversité, raréfaction de l'eau, lutte contre l'érosion...). Il n'y a pas que la hausse des températures, il y a les tempêtes, il y a les pathogènes même si on en parle un petit peu moins...

Pourtant nous savons tout ça depuis longtemps. Mais cela a mis du temps à faire sens auprès du grand public. Le bois stocke naturellement et massivement le carbone. Il n'est certes pas le seul, mais il stocke et c'est un bénéfice colossal dans la décarbonation.

Ça l'est encore plus quand on utilise la ressource locale. Cela fait vraiment la différence.

Les fondamentaux de « Bois des Alpes » s'appuient sur le respect de la ressource, le développement durable, la contribution utile au développement des entreprises, des emplois, et les retombées directes sur l'économie locale. À propos de la création d'emplois, il faut savoir que sur un chantier, lorsqu'il y a un million d'euros réalisé pour le lot construction bois en bois certifié « Bois des Alpes ». Ce sont douze équivalents temps pleins qui sont créés plutôt que mobilisés. Il s'agit de choses mesurables, quantifiables, que nous ne savons pas faire sans certification, si le bois provient d'un autre massif, d'un pays limitrophe, voire d'un pays scandinave. La certification « Bois des Alpes » est une certification indépendante, les contrôles sont réalisés par des entités tierces, et à tout moment une entreprise peut-être amenée à remettre « l'ouvrage sur le métier » pour revenir dans le cadre de la conformité du référentiel.

É. & C. / Comment est gérée votre certification ?

P. B. / Nous avons construit un référentiel qui est public et téléchargeable sur notre site web. Nous sommes sous l'égide du COFRAC qui gère toutes les normes ISO, qui est à la pointe de la normalisation. Le COFRAC intervient également juridiquement afin d'éviter que nous ne soyons pas hors la loi en particulier vis-à-vis des politiques européennes en matière de libre concurrence. Notre certification est régit par le COFRAC, ce qui est un gage supplémentaire de crédibilité et de qualité. Donc il n'y a pas de sujet possible. C'est vraiment quelque chose qui est extrêmement rigoureux, réglementé, extrêmement normalisé et exigeant. Nous sommes sur ce niveau d'exigence, sur toute la chaîne de valeur. Ce que nous offrons aux maîtres d'ouvrage est crédible et garanti.

É. & C. / Une évidence donc mais pas encore un réflexe ? Qu'est ce qui fait qu'aujourd'hui la filière construction, la prescription à travers les économistes, la mise en œuvre, les maîtres d'ouvrage n'ont pas encore ce réflexe d'un bois certifié comme partie prenante à part entière des systèmes constructifs exploitables sur un territoire ?

P. B. / Je pense qu'il s'agit simplement de méconnaissance. Nous sommes dans une problématique qui est multifactorielle. La désindustrialisation en France, qui d'ailleurs n'a pas touché que la filière bois, est le premier élément de réponse. Notre filière a été abandonnée pendant 40 ans. Et si nous revenons en force en ce moment, c'est parce que le bois est le matériau d'avenir le plus vieux. Il accompagne l'humanité depuis toujours, en revanche, ça ne va pas se faire du jour au lendemain,

car le cycle de ré-industrialisation est un cycle long à interlocuteurs multiples. Au niveau de la ressource, on a une forêt qui est extrêmement bien gérée en France de manière durable et responsable, car le cycle de ré-industrialisation est un cycle long à interlocuteurs multiples. Cette gestion est faite entre autre par l'ONF* dans les forêts publiques, mais aussi par des gestionnaires privés, association ou propriétaires eux-mêmes. Nous avons certainement la plus belle forêt d'Europe, elle ne l'est pas par sa taille mais par sa diversification, par son paysage. Le parallèle avec l'agriculture est plutôt dans le sens de l'abandon de la paysannerie et des petites exploitations aux modèles vertueux qui arrivaient à combiner terres et arbres (agroforesterie) au détriment des gros propriétaires.

Dans notre industrie, nous avons laissé pas mal de choses à l'abandon à une époque où nous n'étions pas encore conscients des enjeux auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. Il est donc nécessaire de faire repartir tout cela. Et cela passe par de la communication et de l'information.

É. & C. / La filière bois a-t-elle suffisamment de moyens pour ce défi qui s'impose à elle ?

P. B. / Il faut de l'argent, pour mettre de l'énergie dans la machine. Sans argent on ne peut rien faire, il en faut en forêt pour replanter par enrichissement de préférence et pas n'importe quelle essence, il faut que les semis se sentent bien là où ils sont pour devenir adultes, durer longtemps, et se régénérer (fructification), et pour ça il faut des gens formés et compétents (grainetier, pour sécher les graines et les transformer en plants). Il faut des bûcherons, des câbleurs pour les terrains de montagnes, des Entreprises de Travaux Forestiers (ETF), des techniciens forestiers, élagueurs grimpeurs, des chauffeurs grumiers, des opérateurs de parc à grumes qui sont souvent polyvalents, etc... Mais, les puissances publiques et – il faut le reconnaître – État en tête, sont présents et répondent à la concurrence de l'enjeu à travers les différents plans nationaux (France Relance, Fond Vert...) et spécifiques de filière (stratégie forestière alpine).

Il faut d'abord trouver des personnes qui sont intéressés par cette filière, pas forcément pour y faire carrière dans un premier temps, mais en tout cas au moins venir voir, y porter un intérêt. Une fois qu'ils sont là, il faut les former sur tous les métiers et à tous les niveaux de la chaîne de valeur. On ne manque pas que d'ingénieurs. On manque de personnel de scierie (scieur de tête, reprise, tris visuels des bois, affûteurs, technicien de maintenance...), charpentier, technicien de bureau d'étude, métreur, dessinateur, concepteur, ingénieur structure, menuisiers, ébéniste, responsable d'atelier, conducteur de travaux... Tous les domaines font défauts... Il faut relancer des filières de formation plus

* L'ONF est historiquement l'organisme français détenteur du savoir et des techniques de gestion forestières les plus avancées grâce à son travail d'études scientifiques et de recherche, notamment en matière d'adaptation des forêts face aux dérèglements climatiques.



proches de la réalité du besoin en lien avec le monde professionnel.

Tous ces postes-là sont en déficit et c'est une des raisons pour lesquelles nous rencontrons des difficultés à répondre à la demande.

Nous avons également un problème avec l'outil de production et nos référentiels qu'il faut que nous adaptions. Le bois français aujourd'hui c'est de l'importation. Longtemps, nous étions complexés face aux scandinaves, ou même plus près face aux allemands, alors que nous n'avons rien à leur envier. Il suffit juste de valoriser un peu plus la caractérisation de nos bois et intégrer le plus tôt possible en phase conception la bonne adéquation entre la demande et l'état de l'offre de production française, ainsi, la balance commerciale va rapidement s'inverser dans le sens de notre économie.

Paradoxalement, notre ressource (grumes) est détournée par les grands marchés pour des questions financières d'abord (les acheteurs bénéficient de préfinancements de la part de leurs donneurs d'ordre, c'est le cas de la Chine), et ensuite les exigences de qualité de bois et de traçabilité sont moins influentes dans les processus d'approvisionnements, pour ne pas dire inexistantes (on ne se soucie pas encore de ce que l'on va faire avec le produit, d'où il vient, quelle est son histoire, comment le travailler, où le mettre pour quel usage, et qu'est-ce qui en fait après son usage (réutilisation, réemploi, incinération, recyclage)). Les grands pays de bois, États-Unis en tête, Allemagne et Canada exportent des grumes parce qu'il y a un arbitrage. Parfois, la valeur ajoutée est plus intéressante quand on exporte la grume parce que tout simplement, on ne sait pas in situ la valoriser. Et parfois, c'est quand on façonne et qu'on la transforme localement. Mais, ce n'est pas toujours le cas. Dans les Alpes du Sud, il y a un outil de production moins structuré et développé que dans la partie nord du massif, en revanche ce sont des modèles économiques plus petits et plus particulièrement en scierie, qui ont la capacité de répondre à des demandes complexes et plus spécifiques en intégrant justement les savoir-faire locaux et traditionnels. Là encore, voici une bonne raison de rendre la place de la scierie plus centrale dans la chaîne de production et mieux répartir le partage de valeur ajoutée.

É. & C. / Quelles sont d'ailleurs les essences de bois français, et à quoi servent-elles dans le process ?

P. B. / C'est aujourd'hui tout l'enjeu, mais c'est assez récent, et là encore il y a une véritable prise de conscience de la part des acteurs et des politiques publiques pour valoriser et insérer mieux et davantage d'essences feuillues françaises dans les marchés. Il y a 40 ans, la forêt française était composée à 60 % d'essences feuillues et l'on a constaté que la pondération évoluait en faveur des résineux plus aptes à

produire du bois car d'anatomie plus simple et plus ancienne. Contrairement aux feuillus, la plupart des résineux n'ont pas à consacrer de l'énergie à refaire leur masse foliaire chaque année puisqu'ils se fabriquent de l'intérieur. Il faut donc aider le feuillu à se régénérer naturellement dans notre forêt et ce qui est adapté au biotope plutôt que de faire venir des essences et de replanter. La plantation, n'est pas un bon indicateur de gestion sylvicole. La plantation n'est pas forcément un bon indicateur de gestion sylvicole. Il faut d'abord laisser faire et observer l'expression des dynamiques naturelles. « Imiter la nature, hâter son œuvre » n'est telle pas la devise du forestier ? Ensuite, pourquoi ne pas pratiquer par trouées afin de faire évoluer les modèles, enrichir là où il y en a besoin ? C'est ce qui est fait généralement dans le massif des Alpes. L'ONF, avec l'appui de l'INRAE, a travaillé à l'élaboration d'îlots d'avenir en forêt pour tester et caractériser des essences plus résistantes et résilientes au réchauffement climatique. En conséquence, à l'échelle des interactions dans les écosystèmes forestiers, la migration assistée est également une expérimentation prometteuse.

É. & C. / Finalement, l'anticipation « du bon produit pour le bon usage » se pense très en amont en tenant compte du plus des compétences disponibles ?

P. B. / C'est en effet pour l'instant un jeu d'équilibre entre des savoir-faire perdus, des besoins liés aux systèmes constructifs traditionnels et notre complexe historique vis-à-vis des pays scandinaves ou des Allemands. De fait les colombages que vous avez au Mont-Saint-Michel ne sont pas en résineux. La charpente de notre Dame de Paris, elle n'était pas en résineux. Et même si la demande actuelle est sur du résineux, il y a un risque à inciter les propriétaires à aller vers de la monoculture. Il faut donc à la fois être capable de répondre aux besoins de la construction et conserver notre réservoir de biodiversité et notre patrimoine culturel.

Le bois est un des produits générés par la forêt, mais ce n'est qu'une infime part à côté de tous les services écosystémiques qu'elle rend à la nature et à nos civilisations : la pompe biotique est le seul mécanisme qui permet de garantir la fraîcheur des continents, la lutte contre l'érosion, la perméabilité des sols, la préservation des nappes phréatiques, le micro climat, l'air respirable, et depuis l'antiquité, pour nous et sous d'autres contrées du monde, maintenant elle joue un rôle de « mère nourricière ».

É. & C. / Nous consacrons dans ce numéro, un article au projet Albizia à Lyon. Vous en avez connaissance ?

P. B. / Absolument, ce chantier fait partie des chantiers démonstrateurs. Ils ont candidaté et ont gagné lors d'un appel à manifestation d'intérêt. Ils sont aidés financièrement dans ce cadre. Des efforts importants ont notamment été fait sur la logistique afin d'éviter les aberrations liées au transport et aux différentes transformations que connaît le bois brut. Notre professeur d'économie au lycée du bois de Mouchard nous disait toujours : « le bois c'est avant tout la transformation de pièces rectangulaires à partir de bois ronds » (pas simple l'optimisation du rendement matière), ensuite ce sont des taxes en fonction de la politique du pays et puis c'est surtout de la logistique, de la logistique et de la logistique... et à mon sens c'est bien là où nous devons agir. Pour moi, un bois qui traverse en grumes la moitié de la France pour être transformés sur un site puis être débité sur ce site pour la partie première transformation qui possiblement va repartir pour être rabotée, puis subir une finition si on le transforme en bardage et revenir sur le chantier, ça n'a pas de sens. Il faut penser et agir en circuit court. Nous sommes à l'aube d'un changement crucial en matière de foresterie, le métier de forestier va encore évoluer, il déambulera dans sa parcelle et fera du cousu main, pied à pied. Nous serons, qu'on le veuille ou non, dans des logiques de terroir, de développement des dynamiques territoriales au niveau des espèces et des organismes forestiers.

É. & C. / Du coup, « comment créer des filières bas carbone au plus près des chantiers » veut dire mieux travailler le territoire ?

P. B. / Travailler le territoire en effet. C'est ce que font les communes forestières d'ailleurs qui ont intégrées dans leur process une approche data autour d'un logiciel qui s'appelle ART : Analyse des Retombées Territoriales. À mon niveau, je fais du travail de prescription, pour convaincre les élus et les aider à insérer mieux et plus de bois certifiés « Bois des Alpes ». Ce n'est pas évident techniquement dans la commande publique. Cette analyse des retombées territoriales permet d'objectiver les choix. 80 % de l'investissement fait sur un chantier bois, sur la salle des fêtes du village par exemple, a été réinjecté localement dans l'économie dans une périmètre de 80 km autour du chantier. Tous les maillons de la forêt, les entreprises de travaux forestiers, les débardeurs, les transporteurs, les scieurs, tout le monde en a profité dans l'intérêt général puisqu'on nous avons su garder la valeur ajoutée localement et en faire bénéficier les populations locales d'un point de vue économique, social, environnemental, et culturel. Une forme de cercle vertueux qui se crée localement et qui fait que ce qui est pris sur le territoire, transformé sur le territoire, réinjecté dans le territoire, bénéficie à toute la chaîne de création de valeur. ▀